

L'Étincelle



PSA Poissy

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 12 septembre 2016

Campagne des Primaires à droite comme au PS :

La mascarade des démagogues

À droite comme au PS, c'est le défilé des aspirants candidats à l'élection présidentielle. Sarkozy et Hollande ayant tellement dégoûté la population avec leur politique anti-ouvrière, tous leurs seconds couteaux se disent qu'ils ont une chance. Mais ce qu'ils ont à proposer n'est pas bien différent : austérité et suppressions d'emplois pour les travailleurs, allègements d'impôt pour le patronat. Quand ils cherchent à se distinguer, c'est en allant toujours plus loin vers les idées nauséabondes du Front national, en déployant un discours anti-immigrés qui ne vise qu'à diviser les travailleurs.

Ne nous laissons pas diviser

Les premiers à subir la surenchère démagogique des futurs candidats sont les migrants. Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, s'est rendu à Calais la semaine dernière pour annoncer le démantèlement à venir de la « jungle ».

Si les conditions de vie dans le camp s'aggravent de jour en jour, c'est d'abord du fait du harcèlement de la police. Le démantèlement du camp de Calais n'aurait pour seul résultat que de constituer un autre camp ailleurs, plus précaire encore. Comme à Paris, où les opérations policières se sont multipliées contre des campements ces derniers mois, sans que les migrants délogés n'aient de solution d'hébergement.

Ce monde tourne vraiment à l'envers. Nos dirigeants multiplient les guerres, soutiennent des dictateurs à travers le monde et provoquent la misère aux quatre coins de la planète. Mais ceux qui tentent de fuir ces situations se retrouvent accusés et pourchassés. La politique de l'Europe des barbelés, de fermeture de frontières et de répression policière, fait des milliers de morts chaque année. Les criminels, ce sont nos gouvernants.

Comment faire entendre le monde du travail

À la fête de l'Humanité, le PCF a prétendu œuvrer pour l'unité à la gauche du PS en réunissant les Montebourg, Hamon, Duflot et autre Mélenchon. Tous d'anciens ministres, qui se sont affichés contre la loi Travail mais en avaient accepté bien d'autres

lorsqu'ils étaient au gouvernement. Chacun écoutant son ambition, pas sûr qu'ils parviennent à une candidature commune. Mais quelles que soient leurs tractations, ils n'offrent aucune perspective de mobilisation pour le monde du travail.

Ces intérêts des travailleurs, il faudra les défendre dans les usines, dans les entreprises, dans les services publics et dans la rue. C'est sur le terrain de la lutte des classes que les travailleurs se feront entendre.

La journée de mobilisation appelée par les syndicats le 15 septembre sera une occasion de réaffirmer que, si la loi Travail a été adoptée au parlement, elle est toujours rejetée par la population.

Cette mobilisation, il faudra la poursuivre, contre la loi Travail, mais aussi contre les nouveaux plans de licenciements, comme à Alstom et SFR, contre les plans de compétitivité et toutes ces attaques annoncées. Le patronat, lui, n'attend pas 2017 pour mener sa lutte de classe, alors à notre tour de mener la nôtre !

**Tous à la manifestation,
jeudi 15 septembre
À Paris : 14 heures à Bastille**

$P = mv^3$ (**Profits = Masse × Vitesse au cube**)

Montage B2, dans toutes les équipes, la direction envoie des 208 à moteur lourd Euro 6 : 1 véhicule sur 2, parfois 3 d'affilée. Sur MV3 et MV4, la charge de travail est intenable, en poste de pare-choc arrière, les collègues coulent et sont en permanence à la fin de leur pas de travail.

Les RU acceptent tout. Pas question de continuer comme ça, ou bien la direction embauche ou bien elle baisse les cadences.

À PSA : Inté-rime avec esclavage...

Des intérimaires de Crit et Adecco se font voler leurs heures sup par une direction qui ne leur paye pas non plus certains jours calendaires. PSA rêve peut-être de rétablir l'esclavage, mais personne ne travaille pour la gloire (surtout à PSA !). Pendant ce temps, les boîtes d'intérim et donneurs d'ordre touchent leur pognon tous les mois.

Le NCS2 permet déjà de ne plus payer les heures sup aux embauchés : côte à côte avec les intérimaires, exigeons ce qui nous est dû.

Ils croyaient que ça se verrait pas ?

Au Montage B2, équipe C, la direction a trouvé un truc pour nous faire bosser plus. Plus besoin d'accélérer la cadence : dans certains secteurs (CVT, ou juste après la POM), la hiérarchie rajoute des véhicules et réduit les espaces, quasiment pare-choc contre pare-choc. Les ouvriers ne peuvent plus passer entre les véhicules. Résultat : même aux cadences habituelles, on coule, tandis que les convoyeurs ou machines lâchent sous le poids.

EVN II : Oh la belle arnaque !

Semaine 35, les salariés PSA d'EVN « prêtés » à GEFCO se sont vus proposer verbalement un nouvel avenant à leur contrat de travail. Si le salarié renonce à son CDI PSA pour un CDD de 3 ans à GEFCO avant le 31 juillet 2017 (fin du prêt en décembre), il aura une prime de 11 000 € (9 000 € après le 31 juillet), au titre de « compensation de salaire » par rapport à celui de PSA dans la même période.

Mais sous prétexte que GEFCO reprend l'activité sur place, sans changement de métier, le salarié n'aura pas droit au plan DAEC. Ce plan, déjà minable en termes d'indemnités, en prévoit pourtant de bien supérieures : deux à cinq fois plus.

Tu laisses ton CDI contre un CDD de 3 ans en touchant 2 à 5 fois moins d'indemnité de départ, ou tu retournes au Montage en journée... Le chantage n'est pour l'instant que verbal mais ne manque pas de culot !

Un chantage verbal qui nous vise tous

GEFCO ne sous-traite pas l'activité EVN mais les licenciements de nos collègues. Il suffirait à la

direction de PSA Poissy de sous-traiter tous les secteurs, de livrer toute la Logistique à GEODIS par exemple, pour économiser des dizaines de milliers d'euros sur chaque ouvrier dégagé sous prétexte que l'activité, déjà sur site, ne change pas son métier.

Voilà la menace de la direction qui pèse sur nous tous et que nous devons lui faire ravalier.

Congé dégraissif

Au CE d'août la direction a annoncé un effectif de l'usine de 4 955 salariés (Ouvriers/ETAM/Cadres). Parmi lesquels plus de 659 en congé sénior : 1 collègue sur 8 ! Pas étonnant qu'on croque sous le boulot, alors que les postes étaient déjà surchargés bien avant la mise en place de ces plans séniors.

Le congé c'est normal et mérité, même aux conditions insuffisantes imposées par la direction. Mais la charge de travail demeure et pèse sur ceux qui restent : pour chaque congé, nous devons exiger une embauche en CDI.

Aucune muraille n'arrêtera notre solidarité

PSA inaugure sa 5^e usine en Chine. Que les nationalistes se rassurent : les véhicules sont destinés au marché local. PSA y possède 4 % des parts de marché mais, sur des dizaines de millions d'acheteurs potentiels, ça promet un chiffre d'affaire et des profits mirifiques. L'objectif du PDG PSA Tavares : une marge opérationnelle à 10 % en Chine d'ici 2018 (contre 7,5 % actuellement, et 6,8 % dans le groupe) et 30 % de gain de productivité en 5 ans, tout ça en exploitant les ouvriers chinois à tour de bras.

Nos collègues chinois auront toutes les raisons de faire rendre gorge à la voracité des patrons français... qui sont justement nos pires ennemis ici.

Imposons l'interdiction des licenciements

La direction du groupe Alstom, ultra bénéficiaire, vient d'annoncer la liquidation du site de Belfort : plus de 500 salariés. L'État, actionnaire à 20 %, prétend par la voix du gouvernement n'avoir rien vu venir. Fermeture ? Non, dit la direction d'Alstom, puisqu'il restera sur le site... 40 salariés ! Plan social ? Non, dit-elle encore, les salariés se verront proposer des mutations bidon sur d'autres sites loin de chez eux ; mais s'ils refusent, bien sûr, ce sera la porte !

Ministres et ex-ministres du gouvernement Hollande se partagent les rôles entre ceux qui, comme Valls, prétendent sauver le site aux frais du contribuable et au grand bénéfice des patrons et ceux qui, comme Macron, affirment que l'État pourtant détenteur du pouvoir... ne peut rien faire.

Une chose est sûre, pour interdire les licenciements dans toutes les entreprises qui gavent les exploités, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes !